



24593 RM

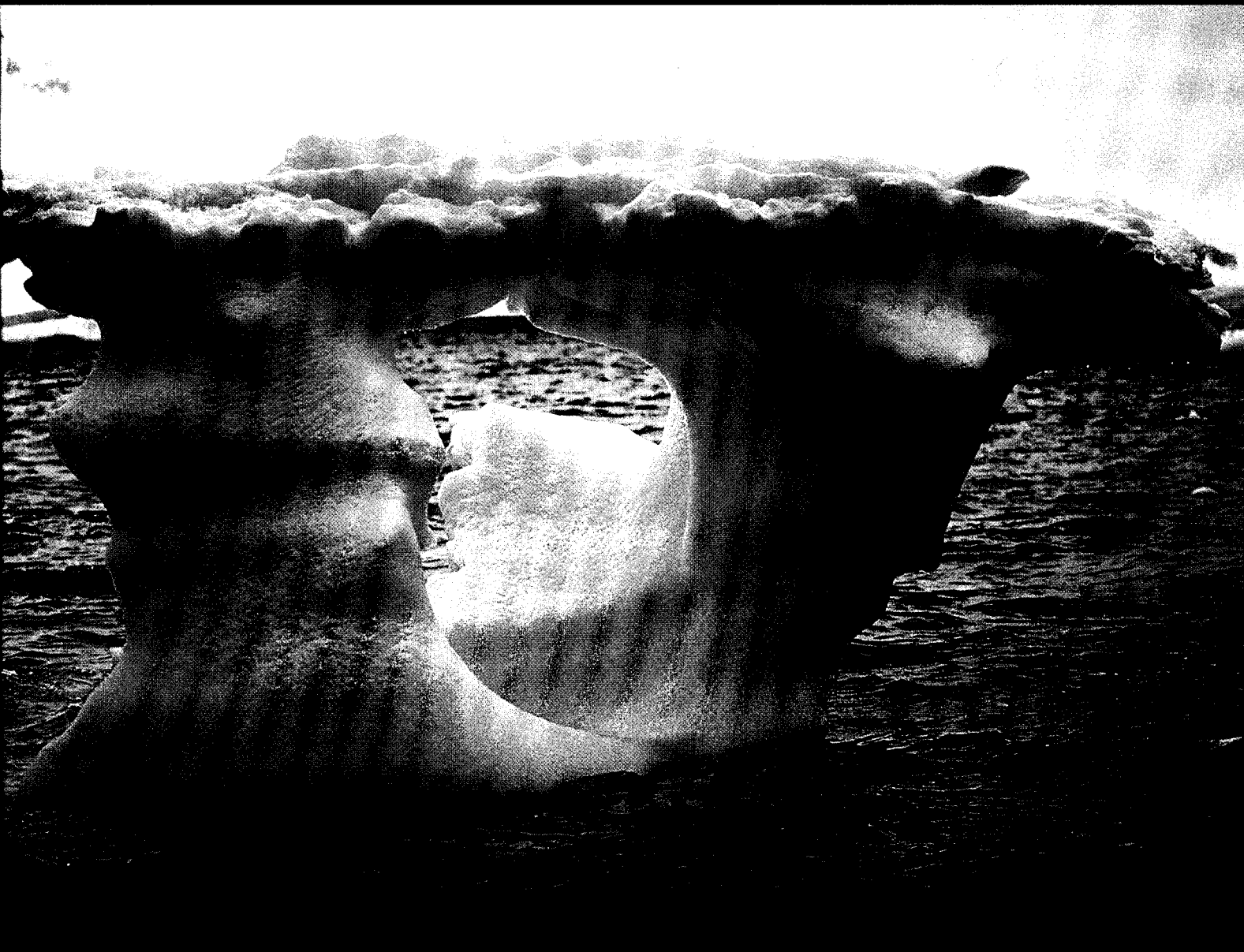


COOPERS 

ÉTUDE

# L'eau : une problématique financière mondiale

Mars 2001



Un enjeu majeur pour le développement durable au XXI<sup>e</sup> siècle

*Collection Les Cahiers du Développement Durable*

# Sommaire

<b>Avant-propos</b>	<b>3</b>
<b>Auteurs</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>1. Les éléments de la problématique de l'eau</b>	<b>9</b>
1.1. Le bilan des ressources en eau	9
1.2. Les risques et les dangers	12
1.3. Une prise de conscience planétaire	14
<b>2. Les éléments de la problématique financière</b>	<b>17</b>
2.1. Une explosion des besoins	17
2.2. L'approche financière de l'eau	19
2.3. Les orientations de La Haye	22
<b>3. Les nouveaux mécanismes financiers à mettre en œuvre</b>	<b>26</b>
3.1. L'analyse du marché mondial de l'eau et de la spécificité de ses besoins financiers	26
3.2. La nécessité d'une évaluation régionale des besoins	28
3.3. Des mécanismes financiers dans l'eau différents de ceux applicables à l'air	29
3.4. Les mécanismes à développer pour les régions solvables	30
3.5. Les transferts à opérer et les politiques d'ajustement à initier pour les régions à solvabilité réduite	33
3.6. La nécessité d'une approche structurée pour favoriser une véritable gouvernance de l'eau et assurer le développement durable	35
<b>Synthèse</b>	<b>37</b>

# Introduction

La conférence sur l'eau et le développement durable, qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 mars 1998, sur l'initiative de la France, a appelé à un nouvel ordre mondial de l'eau dont de nombreux signes de raréfaction sont considérés, avec le réchauffement climatique, comme la principale menace planant sur l'humanité au cours du début du III<sup>e</sup> millénaire. L'eau est, en effet, en passe de devenir dans les prochaines années le plus grand marché en même temps que le plus grand défi mondial de notre planète. Alors que les prélèvements en eau ont septuplé pendant le seul XX<sup>e</sup> siècle, l'état de la ressource, sa qualité, la démographie, la croissance des besoins sont autant d'enjeux à prendre en considération pour planifier un développement global et durable.

L'eau est, à plus d'un titre, une matière première exceptionnelle puisqu'elle est essentielle à toute forme de vie, qu'elle soit humaine, animale ou végétale. Elle a longtemps été considérée comme une ressource abondante voire illimitée et il semblait normal à chacun qu'elle soit gratuite ou très proche de la gratuité, à cause de tous les symboles qu'elle véhicule depuis toujours tant au plan de la vie, de la culture ou de la religion. Depuis une vingtaine d'années, il est néanmoins apparu que l'eau était un élément complexe et fragile qu'il convenait d'économiser, de gérer et de protéger. Il s'agit, en effet, d'une ressource vitale, qui obéit aux lois d'un cycle et qui est dotée de deux propriétés particulières affectant les relations entre les hommes et les Etats : elle gravite et elle ruisselle. De ce fait, elle ignore les frontières et son domaine est la géographie physique et non la géographie politique. Elle constitue donc en tant qu'élément majeur de l'environnement, un patrimoine commun à l'ensemble de l'humanité et les contraintes qui pèsent sur elle en font désormais un enjeu stratégique mondial.

Il est certes patent que depuis quelques années, une prise de conscience nouvelle est née mais elle reste encore largement insuffisante. Comme le rappelait récemment Igor Chiklomanov, directeur de l'Institut hydrologique de Saint-Petersbourg, la majorité de la population de la planète vivra en 2025 dans des conditions d'approvisionnement en eau faibles ou catastrophiquement faibles. Si les aspects quantitatifs, qualitatifs, comportementaux, sociétaux ont constitué des thèmes très souvent et très largement développés dans de nombreuses conférences ces dernières années, les questions financières l'ont été très peu. C'est pourtant de la résolution de la problématique financière que dépendra l'issue de la bataille de l'eau au cours du prochain quart de siècle.

# Synthèse

La croissance démographique et l'activité humaine ont complètement bouleversé au cours du siècle dernier les aspects quantitatifs et qualitatifs de la ressource en eau sur notre planète. Les mouvements de population qui conduisent à des concentrations urbaines au sein de villes de plus en plus gigantesques et la nécessité de maintenir l'autosuffisance alimentaire sont les principales causes d'une énorme demande en matière d'investissement. Plus que l'eau potable ou l'irrigation, c'est la dépollution de l'eau et de manière plus générale la protection des écosystèmes, enjeux vitaux pour la vie humaine et l'équilibre écologique de la terre, qui seront les plus gros consommateurs de capitaux. Le dernier Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à La Haye a souligné l'urgence qu'il y avait à relever un défi financier sans précédent et unique au monde par son ampleur. Le risque, si aucune initiative sérieuse, c'est-à-dire d'ampleur suffisante, n'était prise, serait de voir le XXI<sup>e</sup> siècle devenir le siècle de la soif avec un risque réel de menace de survie de l'espèce dans plusieurs régions du monde.

Il ne fait donc pas de doute que de nouveaux mécanismes financiers sont à développer de manière très significative et pour longtemps, pour satisfaire le financement des immenses besoins qui sont exprimés partout à travers le monde. L'eau est par ailleurs un patrimoine commun de l'humanité qui implique une gestion en terme de développement durable au niveau planétaire. Les investissements qui en résultent pour préserver la qualité de la ressource génèrent un coût économique de l'eau, notion nouvelle qui indique qu'elle doit être achetée à un certain prix, préalable indispensable au financement des investissements. Face à cette nouvelle donne, certaines régions du monde sont solvables, d'autres ne le sont pas. A moins de laisser mourir de soif une partie de ces populations, d'entraver leur développement économique au milieu d'un environnement détérioré, de nouveaux systèmes de financement sont à imaginer.

La création d'une structure financière spécifique, qui pourrait être une future Banque internationale de l'eau, serait à même de répondre à l'ampleur du défi posé. L'existence d'une institution financière crédible, dotée de moyens importants, capables d'offrir des garanties, de contribuer à mobiliser des financements subordonnés à l'impératif de projets s'inscrivant dans une perspective de développement durable intégrant tout à la fois les aspects sociaux, économiques et environnementaux de l'eau, tout en gérant l'aide financière au développement apparaît désormais indispensable. Pour autant, les financements bilatéraux et multilatéraux existants auront plus que jamais leur raison d'être, car une nouvelle organisation financière n'aura pas pour objet de se substituer aux banques actuellement impliquées dans le secteur de l'eau, mais au contraire de créer une impulsion financière nouvelle et de grande envergure.

A la suite du Forum de La Haye, les orientations suggérées par le Conseil Mondial de l'Eau semblent aller dans ce sens. Des travaux considérables devront être accomplis d'ici 2003, date du prochain Forum mondial de l'eau au Japon, pour confirmer cette voie. Quelles que soient les modalités retenues, les actions visant à la mobilisation de ressources financières récurrentes et à grande échelle, ne peuvent plus attendre. Pour ce faire, l'important travail technique qui est à réaliser doit être engagé sans retard. Toutefois, l'enjeu est avant tout politique : c'est aux pays de l'OCDE et notamment aux principaux pays industrialisés de prendre leurs responsabilités sur ce sujet. Il est urgent de le faire : l'issue de la bataille mondiale de l'eau en dépend.